

La construction sociale de l'environnement à partir des conflits sociaux à Buenos Aires

María Carman

DANS **ESPACES ET SOCIÉTÉS** 2011/3 (N° 146), PAGES 17 À 33
ÉDITIONS **ÉRÈS**

ISSN 0014-0481

ISBN 9782749214399

DOI 10.3917/esp.146.0017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2011-3-page-17.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Érès.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



La construction sociale de l'environnement à partir des conflits sociaux à Buenos Aires

María Carman

Dans cet article nous nous attacherons à analyser l'usage croissant du recours à la nature dans les conflits contemporains liés aux *occupations populaires*¹ de terrains dans la ville de Buenos Aires. Nous avons choisi comme terrain d'étude une *villa*² dont les habitants ont été délogés par la municipalité en 2006, en vue de créer un nouveau couloir d'espaces verts en face du Río de la Plata. Il s'agit d'un espace pratiquement invisible dans la ville de Buenos Aires : la Aldea Gay, dissimulée dans la frange côtière de la cité universitaire de Buenos Aires³.

*María Carman, docteur en anthropologie sociale, faculté de philosophie et littérature, université de Buenos Aires, chercheuse au Conseil national de la recherche scientifique et technique (CONICET), professeur à la faculté de sciences sociales de l'université de Buenos Aires.
mariacarman@sinectis.com.ar*

1. Terrains occupés illégalement ou informellement par des groupes issus des couches populaires.
2. La *villa*, homologue de la *favela* brésilienne, désigne un quartier précaire autoconstruit habité par des couches populaires qui ont en général peu accès aux équipements urbains.
3. Pour mener cette recherche, j'ai opté pour une stratégie méthodologique qualitative, de type ethnographique. L'unité d'étude choisie pour cette investigation se concentre sur des espaces délimités par la Costanera Norte de la ville de Buenos Aires : l'ex Aldea Gay, aujourd'hui parc

Installée sur des terrains gagnés sur le fleuve, la Aldea Gay doit son nom à la communauté fondée là-bas par un groupe de *cartoneros*⁴ homosexuels qui vivaient dans la rue. Au fil des ans, ces premiers occupants ont été rejoints par des familles en provenance d'autres *villas*, et la *aldea* s'est agrandie jusqu'à atteindre un total de quatre-vingt dix familles. Après avoir souffert d'un abandon presque absolu de la part de l'État, outre des expulsions intempestives et même des violences sexuelles perpétrées par la police, les habitants de la *villa* ont été définitivement délogés en 2006. L'argument central ayant justifié cette expulsion fut la nécessité de finaliser la réalisation du Parc Naturel et du Parc de la Mémoire, alors en construction à cet endroit, pour honorer la mémoire des *disparus*⁵ de la dernière dictature militaire.

Il s'agit d'étudier les effets de certaines politiques publiques sur cette population – en y incluant les débats et les négociations – et de comprendre comment se construit la légitimité de ces politiques, dans lesquelles s'articulent deux types d'argumentations : une argumentation paysagère (la nécessité de finaliser les parcs riverains) et une argumentation environnementale, construite autour de l'idée que les pauvres « nuisent » à la nature. Nous verrons également comment les habitants de la Aldea Gay essaient à leur tour de s'emparer de l'argument écologique afin de contester les accusations d'usurpation et de dégradation de la nature.

LA ALDEA GAY

Pour atteindre la Aldea Gay, il faut passer par la cité universitaire de Buenos Aires, un campus situé à l'extrémité ouest de la Costanera Norte⁶. Derrière l'un des bâtiments débute un sentier par lequel on peut accéder à une péninsule de 5 hectares entourée par le Río de la Plata. Là-bas cohabitent divers habitats naturels : un bois et un marais, peuplés par une grande variété

naturel en construction. L'univers d'analyse m'a amenée à observer tous les acteurs sociaux pertinents dans le cadre des objectifs proposés : habitants de la Aldea Gay ; groupes écologistes et des Droits de l'Homme ; membres des institutions locales ; employés et fonctionnaires des diverses délégations de la municipalité. Outre d'innombrables sources secondaires, ce travail s'est appuyé sur des observations et un total de 36 entretiens structurés à divers degrés et effectués auprès des acteurs mentionnés précédemment, de janvier 2006 à novembre 2009.

4. Le terme *cartoneros* se réfère à des personnes sans emploi qui gagnent leur vie en vendant des matériaux recyclables qu'ils obtiennent en faisant les poubelles de la ville. Les *cartoneros* ont commencé à se multiplier dans la ville de Buenos Aires à partir de la crise économique de 2001.

5. On appelle *disparus* les personnes privées de leur liberté, retenues dans des centres de détention clandestins et assassinées par l'État pour des motifs essentiellement politiques, sans qu'il n'y ait de registre officiel de leur détention. En général, leurs corps ont été inhumés clandestinement, ou détruits pour éviter leur identification.

6. Désigne la zone riveraine du Río de la Plata située à l'extrême nord de la ville.

d'oiseaux et d'espèces animales. Cet environnement naturel privilégié a surgi spontanément, il y a une trentaine d'années, à partir d'un ancien projet de remblaiement des berges du fleuve initié par l'État. Parmi la végétation luxuriante – et sous les rugissements constants de l'aéroport Newbery, tout proche – on distingue les cabanes précaires, sans eau ni électricité, construites en bois, plastique, et autres matériaux récupérés.

La *aldea* apparaît dans les années 1990, lorsqu'une vingtaine de *cartoneiros gays* et travestis vivant dans la rue viennent s'y réfugier pour tenter d'échapper au harcèlement constant des policiers. Mais ce harcèlement se poursuit et s'aggrave, jusqu'à atteindre des limites insoupçonnables. Le fait de vivre sur les marges du fleuve, loin du centre urbain et de tout regard, a facilité l'impunité totale avec laquelle les forces de police ont commis des abus sur la population d'origine : abus physiques, psychologiques, vols, incendies de maison, et détentions abusives au commissariat pour le motif d'être habillé en femme. L'impunité a également été alimentée par la perception qu'on avait d'eux : ils n'étaient que des usurpateurs *gays* ou travestis – même lorsqu'il s'agissait de travestis « à la retraite » – ancrés dans une sphère privée, presque secrète, et d'extrême pauvreté. Le simple fait *d'être là*, et en apparence, sans droits, permettait l'exercice de la violence institutionnelle.

Comme je l'ai étudié sur d'autres sites (Carman, 2011), le mythe de l'installation territoriale du groupe montre l'histoire d'un commencement nouveau : la construction d'un monde à part dans une ville qui les rejette. À cet autre moment – « le grand moment » – qui évoque la fondation mythique de la *aldea*, le principe moral de domestiquer un espace indomptable est repris comme un triomphe de la persévérance et du travail. L'activité créatrice *in illo tempore* – le déboisement, la levée du drapeau arc-en-ciel de la Fierté *gay*, l'intimité avec le fleuve – évoque une célébration mythique de la nature (Rivière, 2001 : 33), mais aussi la fonction rédemptrice de la difficulté. En transformant ce bois en un lieu habitable, ils ont trouvé leur place dans le « chaos » de la ville⁷.

La *aldea* change de statut au moment où arrivent les autres habitants, à partir de la crise socio-économique de fin 2001. Les « fondateurs » admettent que l'arrivée des familles leur confère une plus grande reconnaissance et une meilleure protection : ensemble, ils obtiennent une assistance alimentaire, des visites régulières du centre de santé, et construisent un potager. Cependant, les *nativos*⁸ remarquent que ceux qui arrivent après la crise de 2001 et proviennent des autres *villas* n'arrivent pas à s'habituer, et beaucoup d'entre eux abandonnent la communauté. Ceux qui restent sont, de leur point de vue, ceux qui apprennent à lutter contre la nature.

7. « Le territoire inconnu (le Chaos) se transforme en Cosmos, l'habitat est légitimé rituellement » (Eliade, 1992 : 149). L'exposé sur la fondation mythique de la communauté est repris de ce magnifique travail.

8. Le terme « natifs » désigne les fondateurs de la *aldea*.

Les habitants *gays* cherchent à devenir des interlocuteurs légitimes de la municipalité à travers diverses voies : soit en incorporant les familles à leurs revendications, soit en faisant appel aux organisations qui leur apportent du soutien au nom de leur homosexualité. Du point de vue de la communauté originelle *gay/travestie*, le *nous*, qui représente l'identité du quartier, est fluctuant : il peut inclure les quatre-vingt dix familles (en les incluant eux, les « célibataires ») ou bien seulement les *nativos*. Cette manipulation constante et ce déplacement des frontières du *nous* de la *aldea* démontre une certaine maîtrise et un savoir du fonctionnement de l'État.

LA MONUMENTALISATION DE LA NATURE

Fin 2002, les habitants organisent une coopérative de logement *Vecinos Unidos*⁹, avec l'aide d'organisations des Droits de l'Homme, et de professeurs de l'université. Après d'innombrables conflits internes, le projet de construire un quartier sur des terrains situés dans l'agglomération de Buenos Aires commence à prendre forme : la municipalité apporterait les terrains et les matériaux, les habitants leur main-d'œuvre.

Divers professionnels impliqués dans la coopérative *Vecinos Unidos* m'ont relaté les espoirs chiffrés du projet de logements, et les multiples restrictions imposées par la municipalité.

« Les gens [de la *aldea*] ont très bien travaillé. Ils avaient obtenu un terrain et un budget pour chaque maison [...] C'était très bon marché... Et le ministère du Développement social leur rétorquait des inepties bureaucratiques » (un avocat d'une organisation des Droits de l'Homme).

Simultanément à la formation de la coopérative, les deux projets voués à se développer sur ces terrains continuent à progresser : le Parc de la Mémoire et le Parc Naturel. Il s'agit de deux projets distincts mais contigus.

La création du Parc de la Mémoire a été impulsée par les organisations des Droits de l'Homme, et son objectif consiste à rendre hommage aux victimes du terrorisme d'État à partir d'un ensemble de sculptures et d'un immense monument en forme de zigzag, qui serpente dans le paysage riverain, telle une plaie ouverte, en arborant les inscriptions des noms des victimes. Ce parc représente la tombe que les disparus n'ont pu avoir, et c'est le lieu que beaucoup de proches choisissent aujourd'hui pour que soient dispersées leurs cendres après la mort. Le Parc Naturel, contigu au Parc de la Mémoire, n'est pas étranger à cette invention de nouveaux patrimoines urbains avec une plus-value spécifique, dans ce cas associée à sa « nature vierge ». Géré par la municipalité, qui cherche à revaloriser le front côtier de la ville et profiter d'un « patrimoine

9. « Voisins Unis ».

urbain et environnemental sans précédent », le Parc Naturel est présenté comme une promenade nouvelle pour les *porteños*¹⁰. Les travaux pour le Parc Naturel, encore en construction, suscitent des conflits permanents avec les écologistes, moins pour l'expulsion des gens qui vivaient là que pour la destruction de la biodiversité du lieu.

« Ils vont causer du tort au marais, aux gens, à tout... » s'indignait ainsi une étudiante en biologie impliquée dans la défense de cet espace naturel. L'un des paradoxes du discours pour la conservation de la biodiversité réside dans l'image projetée d'un monde qui est partagé par tous les êtres vivants, mais dans lequel les décisions sur les hiérarchies des valeurs, les formes acceptables de survie des espèces et de l'exploitation des ressources sont motivées par les intérêts de certains groupes humains (Köhler, 2000 : 70). La biodiversité est souvent comprise comme un bien sans impureté (Hames, 2007), comme un argument d'autorité. De mon point de vue, le discours sur la biodiversité obtient sa légitimité en réunissant, dans une synthèse enviable, les trois facteurs que distingue Yearley (1994 dans Little, 1999 : 272) comme caractéristiques de la spécificité globale du discours environnemental : son intime relation avec la science, son recours à la solidarité internationale, et son habilité à offrir une critique au capitalisme industriel. Il est certain que les acteurs engagés dans le *statu quo* néolibéral, comme les grandes multinationales, utilisent également le discours sur la biodiversité pour justifier ou embellir leurs actions, mais cette thématique excède notre propos (Zhouri, 2006).

Une même frange côtière dans la Costanera Norte assume donc deux sens bien distincts : d'une part le Parc de la Mémoire, qui se réfère, de par sa proximité au fleuve, aux *vols de la mort*¹¹ de la dictature militaire, et d'autre part le Parc Naturel, qui met l'accent sur l'extraordinaire biodiversité qui subsiste à l'extrême nord d'une ville saturée.

La nature apparaît ici réinterprétée sous divers prismes. Dans le premier cas, on intervient artistiquement sur la nature pour un projet de mémorial. Dans le second cas, il s'agit d'un *mémorial de la nature* (Serrano, 2007 : 14) qui cherche à récupérer une partie du paysage originel de la ville.

LE DOUBLE DISCOURS DES POUVOIRS PUBLICS

En mai 2006, une cabane de la Aldea Gay est incendiée. Trois personnes perdent la vie, dont un nourrisson. La ministre des Droits de l'Homme et de la Société de la ville de Buenos Aires fait alors savoir que les quatre-vingt dix familles de la *villa* vont être rapidement déplacées, vers des maisons en

10. Habitants de Buenos Aires.

11. Les militaires de la dernière dictature réalisaient les tristement célèbres « vols de la mort » durant lesquels les détenus-disparus étaient jetés clandestinement, parfois encore en vie, dans les eaux du Río de la Plata.

construction dans le Grand Buenos Aires. Malgré les déclarations publiques, le projet de la coopérative est brutalement rejeté par la municipalité pour des motifs contradictoires et difficiles à élucider. Les professionnels intervenant dans le projet accusent les habitants d'être responsables de cet échec, parce qu'ils ne sont pas de « vraies familles », ou en raison de leur supposé manque d'éducation, le tout dilué dans un discours paternaliste :

« Ça a été très difficile de faire admettre des hommes seuls. [...] Ils sont vraiment trop pittoresques, je les adore [...] Même si, pour des *cartoneros*, ils se font plutôt bien comprendre [...] Les sortir de cet endroit, c'est le minimum qu'on puisse faire pour eux » (une assistante sociale du Gouvernement de la Ville).

Dans la conjoncture de ce conflit, être *gay* équivalait à une condition anormale de célibataire et non pas à celle d'une (véritable) famille. Les *gays* ont été pensés dans des termes négatifs, ou comme une catégorie résiduelle et excentrique. Leur condition sexuelle prenait la forme d'une carence, pour ne pas dire d'un stigmate qui, ajoutée à leur classe sociale et leur statut professionnel précaire, justifiait leur exclusion.

Selon la perspective officielle, l'opération d'expulsion – viabilisée grâce à la remise d'une maigre indemnisation monétaire – fut un franc succès. La municipalité valida une expulsion sans relogement en argumentant qu'on avait cherché une solution de logement en accord avec les « nécessités de la coopérative », sans préciser que la « solution » officielle en matière d'habitat – la remise de cette indemnisation – fut précisément la cause du démantèlement du projet coopératif de logement.

En effet, la municipalité s'opposa finalement à apporter les matériaux et l'argent pour la construction du quartier collectif. Au lieu de cela, elle remit une modeste somme d'argent aux habitants pour qu'ils aillent habiter dans un hôtel-pension, une parcelle lointaine située dans le Grand Buenos Aires, ou bien pour qu'ils repartent dans leur province d'origine.

Il n'y pas de réponse univoque pour expliquer le démantèlement du projet communautaire par la municipalité. Cette production spécifique de la mémoire et de la nature – le Parc de la Mémoire et le Parc Naturel – entraîne une aggravation de la vulnérabilité de ces couches populaires, qui n'est pas perçue dans ces termes. Ce qui est perçu en revanche, c'est la présence d'un groupe humain « *fuera de lugar*¹² » qui empêche les citoyens de célébrer la mémoire et profiter de la nature.

L'un des paradoxes est que ce lieu de mémoire, impulsé par l'État et les organisations des Droits de l'Homme, entre en franche contradiction avec les droits sociaux des habitants de la même ville. Dans un contexte d'amélioration du consensus social autour des atrocités commises pendant la dernière dicta-

12. Inopportun.

ture militaire, il semblerait que les violations des Droits de l'Homme, lorsqu'elles concernent des pauvres, ne puissent toujours pas acquérir d'importance, ni de place dans l'agenda politique.

La municipalité présente ces habitants comme responsables d'une double souillure : porter atteinte au projet de mémorial et à l'empire de la nature. Cette *double impureté* nous renvoie à la double acception du terme « pollution » : la profanation de quelque chose perçu comme sacré, et la pollution environnementale.

Pour mieux comprendre, nous allons examiner en détail l'argumentation paysagiste et l'argumentation environnementale qui justifient l'expulsion de la Aldea Gay par la municipalité.

Tout d'abord, les pauvres sont accusés d'interférer, par leur seule présence physique, dans la production d'un paysage spécifique, dont les traits principaux sont liés à la récupération d'un supposé paysage primitif de la ville, et à la volonté officielle de voir consacrer Buenos Aires paysage culturel de l'UNESCO. – Cet espace gagné sur le fleuve, qui demeurait caché, est réinterprété et présenté au visiteur comme le dernier vestige de ce que fut le paysage original de la ville, tel que le connurent les premiers colons. Dans ce projet on accentue la nostalgie d'un Buenos Aires irrécupérable, exceptionnel et mythique, mais en même temps à portée de main.

Serait-il légitime de dire que nous nous trouvons dans le monde pur de la nature, en partie interrompu par la présence d'une culture humaine ? Certainement pas. « Si nous habitons dans la nature nous n'aurions pas la nécessité de lui consacrer des lieux », ironisait Serrano (*op. cit.* : 12) en reprenant le célèbre travail de Nora (1993) sur la mémoire. Le fait qu'il n'y ait pas de place pour la nature dans la vie urbaine, signale l'auteur, rend nécessaire la création d'un lieu pour la protéger. Dans ce sens, on délimite des espaces pour montrer la nature et perpétuer une mémoire historique associée à l'identité culturelle d'une nation¹³.

– Le Parc Naturel et le Parc de la Mémoire en construction sont inclus, eux-mêmes, dans l'initiative de la municipalité pour faire classer la frange côtière de Buenos Aires dans la catégorie des paysages culturels de l'UNESCO. La proposition a souffert d'un premier revers international : l'ICOMOS, organisme technique de l'UNESCO, a recommandé que le paysage culturel de Buenos Aires ne soit pas inscrit dans la liste des patrimoines mondiaux car il considère que ni l'intégrité ni l'authenticité de l'espace nominé n'avaient été démontrées. L'aire de protection proposée incluait la réserve écologique, les *docks* de Puerto Madero, Belgrano et la cité universitaire. Parmi les faiblesses du projet, on mentionnait les trois *villas* présentes dans cette frange côtière : la Villa 31

13. Cf. Serrano, *op. cit.* L'association entre le parc et la mémoire nous renvoie à l'idée d'un *musée vert* (Kalaora cité dans Serrano, *op. cit.* : 12).

de Retiro, la Villa Rodrigo Bueno de la réserve écologique et la Aldea Gay de la cité universitaire¹⁴.

Le second argument du Gouvernement de la Ville afin de légitimer le déplacement des couches populaires, conçoit les pauvres et la nature comme deux entités opposées qui s'excluent mutuellement, car les premiers envahissent ou saccagent cette dernière.

Un seul exemple suffit à expliquer cette argumentation environnementale. La construction du Parc Naturel par le Gouvernement de la Ville a rencontré les résistances de certains groupes environnementaux et représentants de l'université de Buenos Aires. Ils critiquaient l'intervention agressive du projet gagnant qui détruirait la richesse des milieux de la rive du Río de la Plata : en dégradant l'écosystème du terrain humide, en affectant la faune et la flore et en introduisant des espèces étrangères à cet écosystème. Les écologistes s'opposaient aussi à l'élagage des arbres, à la création d'un terre-plein sur le marais et à la « dénaturalisation de l'environnement naturel ». La municipalité a répliqué que l'on n'avait pas nuit aux espèces, et que l'espace que l'on était en train de récupérer était une *villa*.

On présume qu'une *villa* est, par définition, polluante ; l'œuvre de la municipalité serait donc, à première vue, plus écologique que la présence d'intrus. Le Parc Naturel à mettre en place, même avec ses défauts, fonctionnerait comme un *rite de purification*¹⁵.

Un cas très semblable a été abordé dans un travail antérieur (Carman, 2011) : les habitants de la *villa* Rodrigo Bueno, située à l'extrême sud de la réserve écologique de la ville de Buenos Aires, ont été accusés par la municipalité de s'alimenter avec des animaux protégés et d'avoir un impact négatif sur l'écosystème.

En accord avec l'argumentation officielle, d'autres écologistes me rapportaient que la présence de la Aldea Gay était incompatible avec l'habitat naturel de la péninsule, car la faune est très sensible à la présence des êtres humains. Le tégu commun¹⁶ par exemple, a pu être dérangé par la présence de personnes. Mais aussi les oiseaux de la lagune – hérons, canards, poules d'eau – que les habitants chassaient avec des armes blanches « pour manger, mais aussi pour s'amuser ». L'« expulsion des *villeros* » selon un autre spécia-

14. En revanche, un problème d'envergure comme celui de la pollution du Riachuelo et du Río de la Plata ne figure pas parmi les faiblesses du projet.

15. De l'analyse entre pollution et morale dans des sociétés distinctes, il ressort que la purification peut être considérée comme un « traitement adéquat pour les fautes morales » (Douglas, 1991 : 161). Delgado l'avait déjà signalé (1998 : 106) pour le cas de la réhabilitation municipale entreprise à Barcelone : il s'agit d'une « purification du territoire », destinée à « la rédemption de l'espace et à la spongiosité clarificatrice d'un paysage considéré comme dense et opaque ».

16. Le tégu commun (*Tupinambis teguixin*) est une espèce de lézard de la famille des Teiidae qui se rencontre au nord de l'Amérique du Sud.

liste, a apporté beaucoup de « tranquillité naturelle », car depuis que la *villa* a disparu, beaucoup d'oiseaux sont revenus.

LE PARADIGME COMMUNAUTAIRE

L'idée que les pauvres nuisent à la nature empêche la compréhension d'un fait fondamental : nous ne parlons pas de deux entités absolument autonomes (Pálsson, 1996). Je veux dire par-là que si nous suivons l'explication donnée par les habitants de la *aldea* du lien qu'ils entretiennent avec la nature, nous pouvons conclure que ce lien est une sorte de longue conversation¹⁷. À la différence des autres paradigmes décrits par Pálsson – l'orientaliste et le paternaliste –, qui supposent une domination de l'homme sur la nature, et une distinction entre profanes et experts, le paradigme communautaire rejette la séparation radicale entre nature et société, en mettant l'accent sur la notion de dialogue.

En effet, beaucoup d'habitants originaires de la Aldea Gay entretenaient une relation d'intimité avec le fleuve. Même avant de s'être établis là-bas, le fleuve était devenu un élément central, pour ne pas dire vital, de leur existence. Ils avaient connu ce lieu parce qu'ils y allaient pour pêcher, éventuellement pour y dormir, après avoir été délogés d'autres sites proches du fleuve dans la zone nord du Grand Buenos Aires. L'expulsion n'a pas mis fin à ce mode de vie, axé autour de l'omniprésence du fleuve : c'est là-bas qu'ils trouvaient de la nourriture, lavaient leurs habits, pouvaient accumuler des matériaux sur les rives – jusqu'à ce qu'on le leur interdît –, chercher des métaux, construire une cabane, dormir, pêcher, chasser, et se dissimuler des regards extérieurs.

En disant cela je ne prétends pas adhérer à une vision romantique du bon sauvage¹⁸ dans la ville, ni transmettre une vision idéalisée de la relation ardue de ces habitants avec la nature. Bien au contraire, je voudrais souligner une série d'aspects sur lesquels leur perception de la nature diffère de celle des autres acteurs mentionnés précédemment.

Ma première hypothèse est que leur perception de la nature diffère de celle des autres acteurs – les écologistes et le gouvernement local – parce que leur expérience de la nature est également singulière¹⁹. Et en quoi consiste cette rela-

17. Dudeman et Rivera, 1995 cité dans Descola et Pálsson, 1996 : 7.

18. Dans sa version populaire, le bon sauvage semble être plus proche de la nature et plus intimement lié à ses œuvres et à ses caprices (Latour et al., 1991 : 34). Pour le lecteur intéressé par les diverses postures qui associent les aborigènes – ou bien les pauvres – avec la protection ou la destruction de la nature, se référer à Hames, *op. cit.* ; Zérah, 2007 ; Zhouri, *op. cit.* ; Little, *op. cit.* ; Guimaraes, 1994.

19. Je ne suis pas en train d'insinuer une sorte de déterminisme environnemental, dans lequel la vie sociale humaine serait conçue comme une simple réaction face aux problèmes pratiques de la vie terrestre (Harris, 1982, cité dans Santamarina Campos, 2008 : 153). Au contraire, j'incline à penser qu'il y a de multiples façons de concevoir la nature, ou de multiples réactions homme-nature selon l'univers culturel en jeu.

tion de communion ou de réciprocité avec la nature ? Ici nous nous confrontons, selon moi, à un double défi, au moment où l'on inscrit cet étrange lien sujets-nature dans une ethnographie.

D'une part, dans le lien entre les habitants de la *aldea* et leur environnement naturel, certains aspects concernant la relation pratique de ces acteurs à leur monde restent silencieux ou opaques pour le regard d'un observateur externe.

Le premier défi consiste à accepter un fait inévitable : cette expérience avec la nature est ineffable, et la plupart du temps, nous – les anthropologues – la traduisons pour pouvoir la comprendre. Mais les habitants aussi traduisent leur vécu, notamment lorsqu'on les accuse de causer du tort à la nature, ou qu'on les menace d'expulsion.

Et c'est là qu'apparaît le second défi, au moment d'inscrire le lien entre ces habitants et le monde de la nature, puisque ces derniers modifient en permanence leur discours en fonction du contexte et des interlocuteurs impliqués. Il ne s'agit pas de nous étendre ici sur les dimensions infinies de cette thématique, arduement débattue dans les sciences sociales, à propos du caractère fictionnel de tout récit. Cet « art de dire » n'est évidemment pas exclusif des habitants de la Aldea Gay. Le commentaire nous semble pertinent cependant, pour remarquer que cette flexibilité du discours devient plus subtile et plus complexe face à une menace extérieure.

On a vu dans un précédent travail que lorsque les intrusions ont lieu dans des quartiers centraux, fortunés ou d'une grande valeur patrimoniale, les responsables sont vus comme des effrontés et doivent donc sortir du silence et rendre compte de leurs actions (Carman, 2006). Face aux précédentes affirmations qui soulignent les dégâts causés à la nature, certains habitants de la Aldea Gay insistent sur la relation d'intimité qu'ils maintiennent avec leur habitat, et le soin qu'ils portent à la nature.

« V : [...] Nous [...] prenons soin de la nature, et bien mieux qu'eux [la municipalité] !

A : [...] Ils viennent juste pour récupérer les palmiers...

V : Moi je ne laisse personne venir chasser ici.

A : Ils [Les responsables des travaux du Parc Naturel] ont abattu beaucoup d'arbres. Cette zone était entièrement boisée...

V : Dis qu'on les a stoppés, parce que sinon ils abattaient les arbres sur nous ! ».
(Vicente et Alfredo).

Au moment du pic de tension à propos de la signature de la convention pour l'expulsion future, les habitants de la *aldea* commentaient ce que signifiait pour eux cet engagement quotidien avec la nature, en se distanciant des comportements anti-écologistes qu'on leur attribuait :

« C'était un poumon, une réserve écologique... Et les animaux qui vivent ici : commandeur huppé²⁰, sporophile gris-de-plomb²¹, chardonneret, tortues, poules d'eau, loutres... Et sans crier gare ils dévastent tout, et il ne reste plus que six ou sept eucalyptus. [...] Ils sont en train de tout défricher ! [...] Et maintenant qu'est-ce qu'ils vont faire ? Une place. Il y en a déjà des tonnes. Et pourquoi diable veulent-ils plus de places ? Moi j'aurais tout laissé tel quel, comme c'était : une réserve naturelle » (Julio).

Évidemment, cette construction argumentative n'est pas propre à ce groupe social : chaque groupe traduit son lien avec la nature avec ses propres métaphores. Je ne veux pas non plus conclure que les couches populaires sont celles qui entretiennent un lien non occidental avec la nature, ou de pure entente, à l'instar du lien que certains écologistes semblent idéaliser chez les groupes aborigènes²². Bien au contraire, je veux seulement signaler une certaine affinité entre le paradigme communautaire et la vision que les habitants de la *aldea* transmettent de leur lien avec la nature.

L'impureté des *aldeanos*²³ est attribuée aux dégâts qu'ils causeraient à la nature et à la mémoire, or ceux-ci reprennent à leur tour ces deux argumentations afin de répliquer. Ce serait l'État le principal pollueur, néfaste à la nature, et non pas eux :

« Ils ont jeté des caisses de marchandises, des batteries de téléphones portables, n'importe quoi... c'est super polluant. De tout. Ici il y a de tout. Même des cadavres qui datent de la dictature. C'est pour ça qu'ils ont fait du remblaiement. Pas pour gagner du terrain sur le fleuve [...] » (Alfredo).

L'exaltation de la nature est présentée conjointement à la célébration de la condition sexuelle, car pour eux, il s'agit de deux expériences intimement liées. Dans ces témoignages, contrairement aux précédents, ce n'est pas un ton dénonciateur qui prévaut, mais plutôt l'humour ou le sarcasme.

« G : En résumé on a été heureux...

P : Je me suis senti dans le monde dans lequel je voulais être. Survivre dans un lieu en contact direct avec la nature. [...] [Maintenant] ils nous ont interdit de pêcher²⁴. Sous tous points de vue... (rires) La *aldea*, je la porte dans mon cœur. [...] Je vais lever d'autres *travlos* dans la rue pour la refonder » (Gustavo et La Pedro).

20. Également appelé cardinal vert (*Gubernatrix cristata*).

21. Le sporophile gris-de-plomb (*Sporophila plumbea*) est une espèce de passereau appartenant à la famille des Thrupidae.

22. Cela signifierait que l'on tombe dans l'erreur qui consiste à penser que « ...seuls certains secteurs de l'humanité appartiennent de manière appropriée à la nature, ceux qui ont de l'amour pour les animaux ou qui prennent soin de l'environnement, ceux qu'on appelle les primitifs, ou fils de la nature » (Pálsson, *op. cit.* : 70).

23. Les habitants de la *aldea*.

24. Jeu de mot intraduisible. En argot argentin « pêcher », *pescar*, s'emploie également comme synonyme de « draguer » et éventuellement « racoler ».

Le gouvernement local utilise la nature comme une plus-value dans l'élaboration de projets urbanistiques qui célèbrent le privilège culturel, dans ce cas articulé avec la commémoration de la mémoire. Or, l'affirmation que la nature fonctionne comme une ressource culturelle est-elle aussi valable dans le cas d'acteurs ayant moins de pouvoir pour imposer leur point de vue comme légitime ? D'après moi, les habitants de la *aldea*, eux aussi, ont un usage sélectif du discours politiquement correct sur la préservation de la nature.

Comme on l'a vu, la municipalité justifie sa politique d'expulsion des couches populaires en recourant conjointement à deux argumentations. Tout d'abord, elle se sert de fondements paysagistes : le caractère « unique » des nouveaux parcs et la possibilité de sauver le paysage originel de la ville. Cette argumentation s'associe à une autre à caractère environnemental : les couches populaires qui vivent là sont considérées comme anti-écologistes, et incompatibles avec la patrimonialisation de cet espace.

Dans le cas présent, les habitants de la Aldea Gay s'« environnementalisent » afin de lutter pour conserver leur espace et contester l'image de pollueurs qu'on veut leur attribuer. Leur défense de l'environnement fonctionne comme une ressource culturelle : la nature acquiert une dimension symbolique, liée à l'expérience de la liberté et à la revendication de leur condition sexuelle.

Dans leurs témoignages apparaît une acuité singulière pour rendre compte de leur position dans le monde, et des distances qui les séparent des « citoyens normaux ». Ils défient les mécanismes de la domination en se réappropriant les éléments au nom desquels ont exercé une violence contre eux : l'environnement, la mémoire, et même leur condition d'homosexuel ou de travesti.

LA VÉNÉRATION DE LA NATURE

Dans une étude passionnante sur les nouvelles formes de la sacralisation de la nature, Juan (2001) aborde le cas de la multiplication des associations de protection des animaux dans les pays de culture anglo-saxonne, où se sont également développés les mouvements écologistes avec la même intensité. L'auteur propose l'hypothèse d'une relation entre l'éthique protestante – capitaliste – écologique, appuyée sur un individualisme accentué, et les diverses formes de militantisme pour les animaux. Cette tendance de diverses sensibilités écologiques contemporaines exprime la capacité de s'identifier avec les non-humains en fonction d'un degré supposé de proximité avec l'espèce humaine. Si les animaux les plus proches des hommes peuvent obtenir certains droits, il est intéressant de penser comment, en comparaison, il semblerait que seuls les hommes les plus proches d'un certain idéal de civilisation aient le droit de jouir des droits destinés à tous.

Ainsi, certains groupes écologistes utilisent des termes généralement réservés aux êtres humains pour les attribuer à des animaux, comme par

exemple la *décence* ou la *dignité*. Dans le cas que nous étudions, il se passe exactement le contraire. En effet, des expressions décrivant des conduites animales, comme « satisfaire une pulsion », sont utilisées dans ce cas d'étude pour évoquer des êtres humains considérés comme inférieurs. Selon leurs détracteurs, les habitants *gays* et travestis de la *aldea* seraient incapables d'échapper à leurs instincts *contre nature*, ce qui leur conférerait une « nature » particulière.

Si les défenseurs des animaux utilisent un *naturalisme anhistorique* (Juan, *op. cit.*), ici on se retrouve face à une *supersimplification de la culture* (McKinnon, 2001). Le paradoxe c'est qu'il existerait des animaux pourvus d'une certaine éthique et en même temps, certains « humains barbares » qui se rapprocheraient d'une catégorisation plus animale.

Au cours de cet article, problématiser les discours locaux sur la nature nous a permis de comprendre leurs conséquences sur certaines politiques sociales. Polanyi (2003 [1957] : 7) l'affirmait il y a cinquante ans : le naturalisme continue d'être une explication valable pour la persistance de la misère. Comme j'ai essayé de montrer dans mes derniers travaux sur la Aldea Gay et la Villa Rodrigo Bueno, située dans une réserve écologique (Carman, 2008, 2011), cette perspective évolutionniste agit comme fondement invisible pour des pratiques répressives sur des humains que l'on suppose dépourvus de culture.

ÉPILOGUE

Que signifie la nature pour les habitants de ma ville ? Cela a-t-il un sens d'aborder les constructions culturelles de la nature à Buenos Aires, lorsqu'il existe peut-être des problèmes plus impératifs sur lesquels je devrais centrer mon attention ? J'ai seulement choisi une possibilité de traduction. Puisque la nature n'est pas un environnement passif, et qu'elle n'existe pas en dehors de l'action humaine (Descola, 1996 : 86-87), ma proposition consiste à élucider les conceptions locales de la nature en jeu : la nature articulée avec la commémoration de la mémoire, comme patrimoine culturel, ou comme stratégie pour demeurer dans la ville dans le cas des couches populaires.

Comme on l'a vu, les habitants de la Aldea Gay sont considérés comme impurs tant pour leur condition sexuelle perçue comme anormale que pour le tort qu'ils causeraient à la nature et à la mémoire. À ces couches populaires on associe le chaos, le désordre et la pollution, en supposant que ceux-ci habitent dans un univers purement physique, centré sur l'activité pratique et l'intérêt utilitaire²⁵.

25. Je suis ici en train d'évoquer le symbolisme de Cassirer et les formulations centrales de la raison symbolique de Sahlins (Santamarina Campos, *op. cit.* : 154-159).

Le caractère profane des *intrus* est également accentué en contraste avec la sacralité de la nature dans laquelle ils habitent. La nature du Parc Naturel s'oppose aux comportements *contre nature* des habitants de l'Aldea Gay. Face aux accusations des écologistes, les habitants de la Aldea Gay affirment que les terrains de la cité universitaire, gagnés sur le fleuve, sont des sites impurs, puisque des corps de disparus auraient été enterrés clandestinement là-bas. En d'autres mots, ce serait l'État, non pas eux, qui serait responsable de profaner la nature et la mémoire.

Ce qui était perçu comme le plus abominable des stigmates – leur condition de *gays*, travestis et *cartoneros* – leur a fourni, paradoxalement, un langage commun, qui est apparu comme profitable afin de gérer dynamiquement leur appartenance de groupe. Ils pouvaient retourner sans grandes pertes, si les circonstances l'exigeaient, à l'unité minimale des habitants *nativos* imaginée comme durable ou stable.

Au fil de ces pages on a pu voir que l'environnement n'est pas un champ donné, car ses limites se trouvent en construction permanente et font l'objet de multiples débats. L'investigation ethnographique est l'une des méthodes efficaces pour connaître ces limites. Selon cette conception, il n'y a pas un environnement mais un travail d'« environnementalisation » que le chercheur en sciences sociales doit analyser (Latour et *al.*, *op. cit.* : 42-43). En vérité, il serait plus juste de parler de natures multiples, puisque l'expérience des acteurs avec leur environnement diffère dans chaque cas, tout comme se modifient constamment leurs réseaux d'alliances, d'intérêts et de négociations.

Chaque groupe tente de s'instituer lui-même comme le porte-voix légitime de la nature, en présentant des arguments en son nom. Les habitants de la *aldea* adoptent un discours de protection de la nature pour se défendre contre les accusations qui pèsent sur eux, et en même temps comme stratégie pour rester en ville. Les groupes écologistes pour leur part, luttent contre des acteurs qui soutiennent une marchandisation de la nature. Dans la conception officielle, la nature est vue comme puissante et infinie – sa beauté extraordinaire, la variété de ses espèces – mais aussi comme fragile et finie : la menace que suppose la pollution, ou les dégâts causés par les couches populaires qui habitent là. Le vert apparemment pur de la nature devient, dans une alchimie frelatée un jardin aux usages *non sanctos*. Il est nécessaire d'exorciser ce jardin maudit, le réhabiliter, pour étendre le jardin bienheureux aux échos épïcuriens.

Chacun de ces collectifs définit d'une manière originale les sens et les limites du problème environnemental en question. Si l'État perçoit les couches populaires comme *envahissant* un espace écologique précis, ces derniers se défendent en revendiquant l'intimité qu'ils entretiennent avec leur environnement et le soin qu'ils lui accordent. En cela, ils se situent à l'extérieur des limites du problème environnemental en question, dont ils admettent l'existence, mais dont ils rendent responsables d'autres groupes sociaux.

Selon les acteurs en jeu, le discours environnemental peut se croiser avec une référence à la mémoire, au patrimoine, et même avec une revendication de genre, comme dans le cas de la Aldea Gay. Mais cette hybridité du discours environnemental ne suppose pas que celui-ci soit un prétexte ou une simple façade pour garantir ou empêcher la présence de couches populaires sur des terrains pour lesquels il y a conflit d'appropriation.

J'incline à penser, en revanche, que nous sommes face à une *consolidation d'une argumentation environnementale* dans les cas d'*occupations populaires* dans la ville de Buenos Aires. Dans un travail précédent sur le quartier de l'Abasto, j'abordais un autre exemple de l'utilisation d'arguments écologiques officiels à propos de l'occupation de terrains vagues par des couches populaires, dont l'expulsion fut présentée publiquement comme une victoire environnementale (Carman, 2006 : 221-223). Dans une investigation récente sur une *villa* située dans la réserve écologique (Carman 2008, 2011), les couches populaires impliquées – pas seulement l'État ou les classes moyennes – incorporaient eux-aussi des arguments environnementaux dans le débat. Mon travail dialogue ici avec d'autres cas d'études analogues en Amérique Latine, dans lesquels se posent la question de la *pureté* de la cause environnementale en fonction des contextes, ainsi que la façon d'articuler, de manière imprévisible, la revendication environnementale avec d'autres aspects impliqués dans les conflits d'occupations illégales de terrains²⁶. La continuité de ces ethnographies permettrait d'incorporer une dimension comparative par rapport à l'environnementalisation croissante des conflits d'*occupations populaires* dans le contexte latino-américain, pas seulement dans des milieux ruraux mais aussi comme nous l'abordons, dans des milieux urbains.

Ici, il faut souligner un certain vide bibliographique, car une forte proportion de la bibliographie sur le thème nature-culture aborde des problématiques qui se focalisent sur les communautés indigènes, ou sur des contextes ruraux. Loin de considérer la nature comme une réalité transhistorique, nous croyons que le défi consiste à chercher les conceptions de la nature dans les conflits urbains et à les analyser en contraste avec les conceptions d'autres univers culturels, une tâche qui contribuerait sans doute à évaluer la nouveauté ou la répétition de telles conceptions.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AZUELA, A. ; MUsETTA, P. 2008. « Algo más que el ambiente. Conflictos sociales en tres áreas naturales protegidas de México », *Revista de Ciencias Sociales* Año 1, n° 16, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes.

26. Cf. Mota, 2005, ; Zérah, 2007, et particulièrement Azuela et Mussetta, 2008.

- CARMAN, M. 2006. *Las trampas de la cultura. Los intrusos y los nuevos usos del barrio de Gardel*, Buenos Aires, Paidós.
- CARMAN, M. 2008. « Políticas del desamparo: superfluidad y represión », *Ciudades* n° 78, pp. 21-27.
- CARMAN, M. 2011. *Las trampas de la naturaleza. Medio ambiente y segregación en Buenos Aires*, Fondo de Cultura Económica-CLACSO.
- DELGADO, M. 1998. « Las estrategias de memoria y olvido en la construcción de la identidad urbana: el caso de Barcelona », dans D. Herrera Gómez (sous la dir. de), *Ciudad y Cultura. Memoria, Identidad y Comunicación*, Antioquia, Ediciones Universidad de Antioquia.
- DESCOLA, PH. 1996. « Constructing Natures. Symbolic Ecology and Social Practice », dans Ph. Descola et G. Pálsson (sous la dir. de), *Nature and Society. Anthropological Perspectives*, Londres, Routledge.
- DESCOLA, PH. ; PÁLSSON, G. 1996. « Introduction » dans Ph. Descola et G. Pálsson (sous la direction de), *Nature and Society. Anthropological Perspectives*, Londres, Routledge.
- DOUGLAS, M. 1991 [1966]. *Pureza y peligro. Un análisis de los conceptos de contaminación y tabú*, Madrid, Siglo Veintiuno.
- ELIADE, M. 1992. *Mito y realidad*, Barcelona, Editorial Labor.
- GREENFIELD, S. 2001. « Nature/Nurture and the Anthropology of Franz Boas ans Margaret Mead as an Agenda for Revolutionary Politics », *Horizontes Antropológicos* n° 16, pp. 35-52.
- GUIMARAES, R. 1994. « El desarrollo sustentable: ¿propuesta alternativa o retórica neoliberal? », *EURE* Vol. XX, n° 61, pp. 41-56.
- HAMES, R. 2007. « The Ecologically Noble Savage Debate », *Annual Review of Anthropology* n° 36, pp. 177-90.
- INGOLD, T. 1996. « The Optimal Forager and Economic Man », dans Ph. Descola et G. Pálsson (sous la dir. de), *Nature and Society. Anthropological Perspectives*, Londres, Routledge.
- JUAN, S. 2001. « Une forme de sacralisation de la nature : les mouvements de défense des animaux », *Horizontes Antropológicos* n° 16, pp. 85-112.
- KÖHLER, A. 2000. « Half-Man, Half-Elephant. Shapeshifting among Among the Baka of Congo » dans J. Knight (sous la dir. de), *Natural Enemies. People-Wildlife Conflicts in Anthropological Perspective*, London, Routledge.
- LATOUR, B. ; SCHWARTZ, C. ; CHARVOLIN, F. 1991. « Crises des environnements, défis aux sciences humaines », *Futur Antérieur* n° 6, pp. 28-56.
- LITTLE, P. E. 1999. « Environments and Environmentalisms in Anthropological Research: Facing a New Millennium », *Annual Review of Anthropology* n° 28, pp. 253-284.
- MCKINNON, S. 2001. « A obliteracao da cultura e a naturalizacao da escolha nas confabulacoes da psicologia evolucionista », *Horizontes Antropológicos* n° 16, pp. 53-84.
- MERLEAU-PONTY, M. 1997. *Fenomenología de la percepción*, Barcelona, Ediciones Península.
- MOTA, F. R. 2005. « Conflictos, multiculturalismo y los dilemas de la democracia a la brasileña. Una etnografía de los procesos de reconocimiento de derechos en dos

- comunidades de Rio de Janeiro » dans S. Tiscornia et M. V. Pita (sous la dir. de), *Derechos humanos, tribunales y policia en Argentina y Brasil*, Buenos Aires, Editorial Antropofagia.
- NORA, P. 1993. « Entre Memoria e História. A problemática dos lugares », *Proyecto Histórico* n° 10, pp. 7-28.
- PÁLSSON, G. 1996. « Human-Environmental Relations: Orientalism, Paternalism and Communalism » dans Ph. Descola et G. Pálsson (sous la dir. de), *Nature and Society. Anthropological Perspectives*, Londres, Routledge.
- POLANYI, K. [1957] 2003. *La gran transformación. Los orígenes políticos y económicos de nuestro tiempo*, México D.F., Fondo de Cultura Económica.
- RIVIÈRE, C. 2001. « Culture inavouée dans la nature, nature soumise dans la culture », *Horizontes Antropológicos* n° 16, pp. 85-112.
- SANTAMARINA CAMPOS, B. 2008. « Antropología y medio ambiente. Revisión de una tradición y nuevas perspectivas de análisis en la problemática ecológica », *AIBR, Revista de Antropología Iberoamericana* n° 2, pp. 144-184.
- SERRANO, C. 2007. « Patrimônio, natureza e cultura: uma introducao a olhares e práticas » dans M. T. Paes-Luchiari, H. Turini-Bruhns et C. Serrano (sous la dir. de), *Patrimônio, natureza e cultura*, Campinas, Papirus.
- ZÉRAH, M. 2007. « Conflict Between Green Space Preservation and Housing Needs: The Case of the Sanjay Gandhi National Park in Mumbai », *Cities* n° 2, Vol. 24, pp. 122-132.
- ZHOURI, A. 2006. « O ativismo transnacional pela Amazônia: entre a ecologia política e o ambientalismo de resultados », *Horizontes Antropologicos*, n° 25, pp.139-169.